



LES TERRES BRÛLÉES DU JOURNALISME EN AMAZONIE

SOMMAIRE

Avant-propos	
L'urgence climato-journalistique.....	3
REPÈRES > La carte des atteintes à la liberté de la presse.....	4
1 Un environnement hostile.....	6
1/ Le défi de la géographie et des infrastructures.....	6
2/ Ingérences politiques et concentration médiatique.....	7
3/ Le poids des acteurs privés.....	8
4/ Les sujets interdits.....	9
2 « Une cible dans le dos ».....	10
1/ Violences physiques et menaces quotidiennes.....	10
REPÈRES > L'écosystème informationnel.....	14
2/ Cyberharcèlement.....	15
3/ Pressions économiques.....	15
4/ L'inertie de l'État pour protéger les journalistes et punir leur agresseurs.....	16
3 La réaction sur le terrain.....	18
1/ Des mesures d'auto-protection.....	18
2/ Le défi de l'indépendance économique.....	18
3/ La lutte contre la désinformation.....	20
4/ Des pratiques journalistiques innovantes avec l'aide de la société civile.....	20
4 Et maintenant ?.....	23

Secrétaire général : Christophe Deloire
 Rédactrice en chef : Anne Bocandé
 Secrétaire de rédaction : Anne-Laure Chanteloup et Rouguyata Sall
 Directeur du bureau Amérique latine : Artur Romeu

Auteur : Daniel Giovanaz
 Recherches : Ariel Bentes et Catarina Barbosa

Ont collaboré à cette étude : Alberto César Araújo, Bruno Tadeu, Coletivo Ponta de Lança, Damilly Yared, Daiene Mendes, Edilberto Sena, Emily Monteiro Costa, Evilene Paixão, Fábio Pena, Fábio Pontes, Felipe do Mato, Gabriel Abreu, Instituto Socioambiental, Isabelle Maciel, Leonardo Milano, Marcos Salesses, Rayane Penha, Rubens Valente, Rudja Santos, Valéria Oliveira et Vilso Santi.

Image de couverture : Michael Dantas
 Infographies et mise en page : Elizângela Araújo / Hiperativa Comunicação Integrada



Soutien : Ambassade des Pays-Bas au Brésil

Septembre 2023



© Alberto César Araújo / Amazônia Real

AVANT-PROPOS

L'URGENCE CLIMATO-JOURNALISTIQUE

L'Amazonie est aujourd'hui l'une des régions du monde les plus directement concernées par le défi climatique. L'urgence de l'action s'y confronte à des intérêts économiques aux conséquences désastreuses. La crise que connaît ce vaste territoire risque de s'aggraver dans les prochaines années. Un risque pour la forêt, pour le Brésil, et pour le monde.

Pour saisir ce qui s'y joue, nous avons besoin d'informations fiables émanant directement du territoire. La lutte pour un journalisme local libre, pluriel et indépendant est étroitement liée aux défis climatiques. Les journalistes de la région souffrent malheureusement d'une absence criante d'infrastructures – de transport ou d'accès Internet, par exemple – et du manque de moyens financiers ou humains. Lorsqu'ils couvrent l'actualité environnementale, les journalistes de l'Amazonie brésilienne sont confrontés à des menaces et à des violences au quotidien, émanant d'un paysage politique polarisé et instable. À cela s'ajoutent des pressions économiques et de multiples stratégies d'intimidation, qui proviennent directement des autorités et d'acteurs privés.

En octobre 2021, Reporters sans frontières (RSF) lançait un appel pour le respect du droit d'informer sur les questions environnementales, avec plus de 60 journalistes spécialisés en environnement de différents pays. Face aux défis qui s'intensifient, ce nouveau rapport démontre l'ampleur des attaques contre la liberté de la presse en Amazonie brésilienne. Mais il met aussi en lumière la manière dont les médias et les journalistes locaux s'organisent pour y faire face. Ce travail rappelle l'urgence de politiques publiques ambitieuses pour promouvoir un environnement plus favorable au journalisme en Amazonie.

LA CARTE DES ATTEINTES À LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Entre le 30 juin 2022 et le 30 juin 2023, RSF a enregistré 66 cas d'atteintes à la liberté de la presse dans les neuf États de l'Amazonie brésilienne : Amazonas, Pará, Mato Grosso, Rondônia, Roraima, Tocantins, Maranhão, Amapá et Acre.

Ces données incluent des cas d'attaques physiques, de harcèlement et de menaces. Elles ont été collectées par un observatoire mis en place par RSF avec des professionnels des médias et des organisations de la société civile.



i L'Amazonie brésilienne compte plus de 420 terres indigènes, en plus des deux identifiées sur la carte. Elles couvrent environ 23 % du territoire amazonien.



L'AMAZONIE BRÉSILIENNE

occupe **5 millions** de kilomètres carrés = **61%** du territoire national

compte **30 millions** de personnes = **14,7%** de la population totale



Manaus et **Belém**, les deux plus grandes villes de l'Amazonie, concentrent également le plus grand nombre d'attaques contre des journalistes dans la région au cours de la période analysée.





Un hélicoptère et un avion survolent la région de Homoxi, dans la terre indigène Yanomami. © Bruno Kelly / Amazônia Real

1 | UN ENVIRONNEMENT HOSTILE

Sur un territoire vaste de plus de 5 millions de km² avec des richesses naturelles parmi les plus importantes au monde – décimées par l'élevage intensif, les extensions des terres agricoles et l'exploitation minière – les pouvoirs politiques et économiques en Amazonie brésilienne agissent depuis des décennies dans une logique de violence et de pression envers ceux qui s'opposent à leurs intérêts. La préservation de la forêt et des cultures locales est encore perçue comme un frein au développement par nombre d'édiles et de leurs complices régionaux et internationaux. Les journalistes venant d'autres régions du Brésil ou du monde sont confrontés dès lors à l'immensité de la zone et à la complexité des rapports de force économiques et politiques.

1/ LE DÉFI DE LA GÉOGRAPHIE ET DES INFRASTRUCTURES

Recouvrant 61 % du territoire national, l'Amazonie brésilienne s'étend sur neuf États. Sur une telle superficie, les déplacements sont particulièrement coûteux. Certaines zones ne sont accessibles qu'en avion ou en bateau, après de longues heures de voyage. « *Aucun journaliste n'a jamais mis les pieds par exemple à Riozinho, dans l'État d'Acre, assure Alana Manchineri, responsable de la communication à la Coordination des organisations indigènes de l'Amazonie brésilienne (Coiab). Pour s'y rendre depuis Manaus, il faut prendre l'avion, faire sept heures de voiture et plus de quatre heures de bateau.* »

Elaíze Farias, la cofondatrice et rédactrice en chef de l'agence de presse *Amazônia Real*, située à Manaus, l'une des deux principales métropoles urbaines de l'Amazonie brésilienne avec Belém, connaît bien ce problème. Pour documenter ses reportages sur l'avancée de l'exploitation minière, la déforestation et la captation des terres indigènes par des entreprises privées, elle a régulièrement besoin de se rendre sur le terrain. La complexité des déplacements, qui impliquent souvent des transports par voies terrestres, fluviales et aériennes, entraîne des coûts considérables. Elaíze cite en exemple les survols effectués par *Amazônia Real* en

2021, pour le reportage d'investigation « *Ouro do Sangue Yanomami* », réalisé en partenariat avec le média *Repórter Brasil*. Dans certains endroits, un vol d'une heure en avion peut coûter près de 4 000 euros. « *Il est arrivé que le pilote fasse payer le service plus cher, car il avait compris que le journaliste allait dénoncer des activités illégales* », déplore Elaíze.

La directrice de la revue d'information sur l'Amazonie *Cenarium*, **Paula Litaiff** acquiesce : « *Il n'est pas facile, en tant que média local, de maintenir son indépendance et de voyager pour se rendre dans des endroits difficiles d'accès.* » Basé aussi à Manaus, ce média traite régulièrement des crimes commis contre l'environnement dans des zones plus ou moins reculées.

« *Lorsqu'il n'est pas possible de se rendre dans les territoires, nous essayons de faire des interviews par téléphone ou par WhatsApp* », poursuit Elaíze Farias, qui ne manque pas de souligner l'autre défi inhérent à cette vaste région boisée : l'absence de connexion Internet ou de réseau téléphonique. D'après les données de l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE), 73,9 % des ménages amazoniens disposent d'un accès à Internet à haut débit contre 80 % pour la moyenne nationale. Et c'est précisément dans les territoires difficiles d'accès, loin des yeux de l'État et de la presse, que les conflits ont tendance à être plus violents. De nombreuses histoires sont tues, en raison du manque de ressources pour lancer ou poursuivre une enquête journalistique sur ce gigantesque territoire.

2/ INGÉRENCES POLITIQUES ET CONCENTRATION MÉDIATIQUE

Des politiques propriétaires de grands groupes de médias

Les journalistes en Amazonie brésilienne exercent aussi dans un contexte de concentration des médias, avec une forte ingérence des groupes politiques et d'oligarques¹ sur les contenus diffusés par les journaux, les chaînes de télévision et les stations de radio.

Une chaîne de télévision sur cinq est détenue par des hommes politiques et leurs proches. La situation est particulièrement préoccupante dans l'État le plus à l'est du territoire, Maranhão : ils y détiennent 81 % des chaînes de télévision. Elle l'est aussi dans l'État du Pará, où la famille de l'actuel gouverneur Helder Barbalho contrôle deux stations de télévision, quatre stations de radio et un journal imprimé. Autre État, le Roraima, même constat : la famille de Romero Jucá – ancien sénateur et ancien ministre limogé en 2016 pour corruption – a dominé jusqu'en 2022 deux chaînes de télévision, une station de radio et un site Internet d'information. Idem dans l'État du Mato Grosso, où la concentration médiatique entre les mains de grandes familles politiques est tout aussi importante. Il suffit d'observer Diógenes Fagundes, fils du sénateur Wellington Fagundes, et époux de la députée Janaina Riva : il est membre du conseil d'administration du groupe de médias *Agora de Comunicação*, qui compte trois chaînes de télévision, trois stations de radio et l'un des sites d'information les plus consultés de l'État.

Une prolifération de blogs d'opinion au service des candidats

En plus de posséder de nombreux médias existants, les personnalités politiques participent aussi à la prolifération de blogs d'opinion qu'elles financent directement. C'est notamment le cas dans la région nord du Brésil, qui recouvre la plus grande partie du territoire de l'Amazonie brésilienne. Dans cette zone, 189 des



Elaíze Farias et Kátia Brasil, fondatrices de l'agence Amazônia Real. © Alberto César Araújo / Amazônia Real

“ Il n'est pas facile, en tant que média, de maintenir son indépendance et de voyager pour se rendre dans des endroits difficiles d'accès. ”

“ Pour s'y rendre depuis Manaus, il faut prendre l'avion, faire sept heures de voiture et plus de quatre heures de bateau. Mais la rivière est parfois trop basse pour naviguer, il faut alors pousser le canoë. ”

¹ Le problème de la concentration des médias au Brésil a été exploré en profondeur dans d'autres études de RSF publiées au cours des dix dernières années : *Brésil, le pays aux trente Berlusconi* (2013); *Médias : les oligarques font leur shopping* (2016); et *Monitoramento da Propriedade de Mídia* (2017).

“ Nous sommes entourés de personnes qui s'accaparent les terres, de fermiers armés, de milices rurales. Nous devons faire attention à ce que nous écrivons. Ceux qui vivent ici savent qu'ils sont des cibles. ”

450 villes ne comptent aucun organe de presse local. Et si entre 2022 et 2023, plusieurs municipalités sont sorties de ce groupe des « déserts de l'information »², cela ne signifie pas pour autant que les habitants ont accès à une information fiable. Beaucoup de blogs recensés comme « médias » sont en réalité des relais de communiqués de presse des autorités locales et diffusent uniquement des articles favorables aux intérêts de leurs financeurs, devenant dès lors des porte-paroles des pouvoirs locaux.

3/ LE POIDS DES ACTEURS PRIVÉS

Dans les neuf États de l'Amazonie brésilienne, les principaux auteurs d'atteintes à la liberté de la presse sont des acteurs privés, qu'ils soient membres d'organisations criminelles, agriculteurs, agents de sécurité privés, représentants d'entreprises minières, agroalimentaires ou touristiques. Ils sont à l'origine de 57 % des violences commises envers les professionnels de l'information de la région entre le 30 juin 2022 et le 30 juin 2023. Dans certaines zones, éloignées de tout service public et étatique, « prévalent des règles comparables à celles du “Far West” », édictées par les acteurs privés en fonction de leurs propres intérêts, explique la journaliste et chercheuse Ivânia Vieira, professeure à l'Université fédérale d'Amazonas (UFAM).

Si les États du Pará et d'Amazonas concentrent le plus grand nombre d'atteintes à la liberté de la presse, c'est celui du Roraima qui enregistre le taux le plus élevé de violations par habitant à ce titre. La situation est également préoccupante dans l'État du Rondônia. « Nous sommes entourés de personnes qui s'accaparent les terres, de fermiers armés, de milices rurales. Nous devons faire attention à ce que nous écrivons. Ceux qui vivent ici savent qu'ils sont des cibles », explicite le journaliste indépendant **Francisco Costa** travaillant à Porto Velho, une métropole de plus de 460 000 habitants. Collaborateur de plusieurs médias – dont les chaînes *TV Globo*, *Rede TV*, *Canal Futura*, *TV Cultura* et *TV Bandeirantes*, des sites d'information spécialisés sur les questions socio-environnementales tel que *Amazônia Real*, et des journaux comme *Folha de São Paulo*³ –, il enquête notamment sur les questions d'élevage intensif bovin, dont les infrastructures grignotent la végétation naturelle et les territoires des communautés traditionnelles.

I AUTEURS DE MENACES

Pouvoir judiciaire **sécurité privée**
manifestants d'extrême droite
crime organisé **candidat inconnu** **policier**
hacker **politique** **entreprise privée**
ouvrier des mines (garimpos) **directeur de club de football**
soldat de l'armée **fonctionnaire de la ville** **fermier**

2 *Atlas de l'actualité* (2023). Institut pour le développement du journalisme et Volt Data Lab. (Disponible à l'adresse : <https://www.atlas.jor.br/>.) La région a connu une réduction de 30 % du nombre de municipalités classées comme déserts de l'information entre 2022 et 2023.
 3 Journal national imprimé dont la diffusion est la quatrième plus importante au Brésil, basé à São Paulo, dans le sud-est du Brésil, à l'extérieur de l'Amazonie brésilienne.

4/ LES SUJETS INTERDITS

Les sujets relatifs aux expropriations des terres, et aux exploitations agricoles intensives, exposent systématiquement les journalistes à des intimidations. Entre juin 2022 et juin 2023, plus de la moitié des atteintes à la liberté de la presse en Amazonie brésilienne sont liées au traitement de sujets politiques. Sur les 66 violations de la liberté de la presse enregistrées par RSF en un an, dix étaient directement liées à des reportages relatifs à l'agro-industrie, à l'exploitation minière et aux peuples indigènes. Même lorsqu'il n'est pas le sujet central des reportages, le thème de l'environnement est présent dans une grande partie des sujets politiques traités en Amazonie.

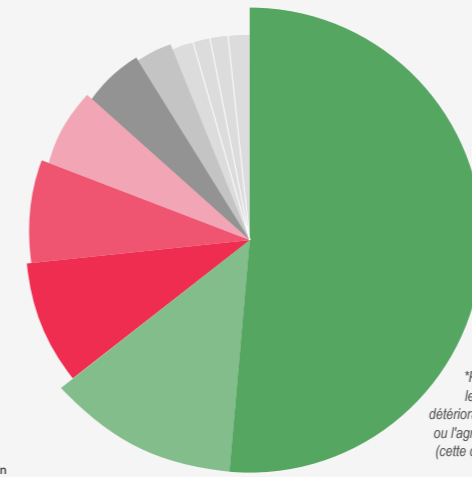
« L'orpaillage est l'un des sujets qui requièrent le plus d'attention. On n'est pas libre de dire ce que l'on veut, surtout lorsqu'il s'agit de dénoncer quelque chose d'illégal. Nous essayons également de ne pas entrer en conflit avec les municipalités où un parent [indigène] travaille, afin d'éviter les représailles », explique la productrice de podcast indigène **Cláudia Ferraz**, issue du peuple wanano. Elle travaille pour le Réseau Wayuri, média autochtone de référence lancé en 2017 dans l'État d'Amazonas. Le réseau opère dans les municipalités de São Gabriel da Cachoeira, Santa Isabel do Rio Negro et Barcelos, où se trouvent environ 750 communautés de personnes issues de 23 groupes ethniques différents.



Cláudia Ferraz (avec le micro), du Réseau Wayuri, anime un débat organisé par RSF en 2022 sur le journalisme en Amazonie. © Fran Silva Caranguejo-Uçá / Pajor – RSF

I TYPE D'EXACTION

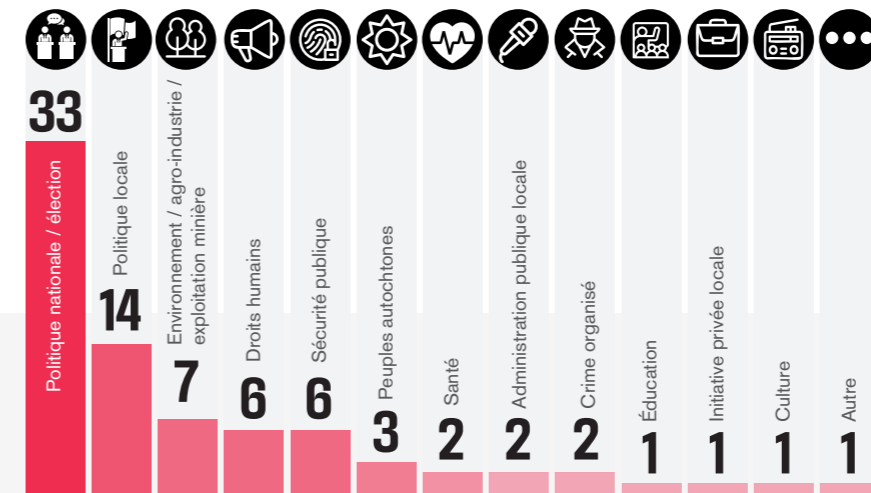
- 35 tentatives d'empêcher le travail journalistique*
- 9 menaces
- 6 menaces de mort
- 5 attaques contre la sécurité de l'information
- 4 poursuites abusives ou décisions judiciaires arbitraires
- 3 invasions ou attaques contre le siège d'un média
- 2 cas de persécution/surveillance
- 1 - attaque par balle
- vol de matériel
- arrestation
- restriction d'accès à l'information



*Par l'intimidation, le harcèlement, la détérioration du matériel ou l'agression physique (cette dernière dans 14 des 35 cas)

“ On n'est pas libre de dire ce que l'on veut, surtout lorsqu'il s'agit de dénoncer quelque chose d'illégal. ”

I LES SUJETS INTERDITS



i Un incident enregistré peut être classé dans plus d'une catégorie. Par conséquent, la somme des données est supérieure au nombre total de 66 incidents recensés.

2 | « UNE CIBLE DANS LE DOS »

Assassinats, menaces de mort, poursuites judiciaires abusives, cyberharcèlement ; les acteurs privés et publics qui sont « dérangés » par le travail des professionnels de l'information utilisent différentes méthodes pour les faire taire.

1/ VIOLENCES PHYSIQUES ET MENACES QUOTIDIENNES

I L'abominable assassinat de Dom Phillips

Le brutal assassinat en juin 2022 du journaliste **Dom Phillips** et du spécialiste des peuples indigènes Bruno Araújo Pereira est l'un des cas les plus choquants. Cet épisode révèle l'ampleur de la violence qui s'exerce en Amazonie. Dom Phillips, qui a travaillé pour des médias britannique et américains tels que *The Guardian*, le *Washington Post*, le *New York Times* et le *Financial Times*, vivait au Brésil depuis 2007. Le journaliste menait des entretiens avec Bruno Araújo Pereira en vue d'écrire un livre intitulé *Comment sauver l'Amazonie ?*, lorsqu'ils ont été visés par des tirs de fusil dans la vallée du Javari, le deuxième plus grand territoire indigène du Brésil, près de la frontière avec le Pérou. Ce n'est qu'après dix jours de recherches, que leurs dépouilles ont été retrouvées dissimulées dans la forêt, démembrées et brûlées.

Avant Dom Phillips, deux journalistes avaient déjà été assassinés en Amazonie en 2018. Directeur d'un site d'information en ligne, le *Jornal de Rondônia*, basé à Cacoal, ville de l'est de l'État du Rondônia, **Ueliton Bayer Brizon** dénonçait régulièrement la corruption de responsables politiques locaux. [Il a été abattu le 16 janvier 2018](#) par des individus non-identifiés. Le journaliste et animateur de *Rádio Pérola FM*, **Jairo Sousa**, [a quant à lui été tué le 26 juin](#) de la même année, après avoir reçu une série de menaces à la suite de la diffusion de ses émissions dénonçant la corruption de l'administration publique dans les municipalités de l'État du Pará.

I Histoires de violences quotidiennes

Dans un contexte de violences structurelles liées aux intérêts économiques et politiques mentionnés précédemment, il n'est pas nécessaire d'attaquer ou de menacer directement un journaliste pour qu'il craigne pour sa vie. Ces dix dernières années, parmi les 300 défenseurs de l'environnement assassinés au Brésil pour des raisons liées aux questions écologiques, la grande majorité – huit personnes sur dix – vivait dans un État amazonien⁴.

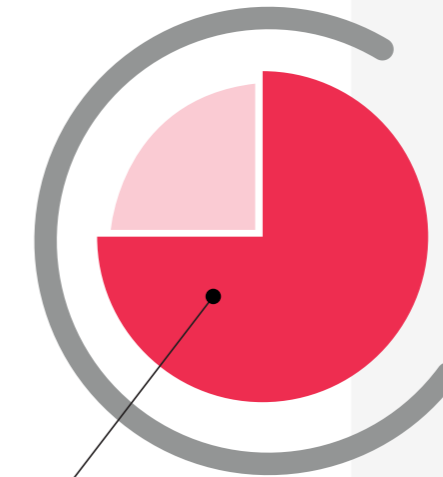
« Il est impossible de faire un reportage en Amazonie sans subir une certaine forme de menace, d'intimidation ou de persécution. En tant que journalistes, nous avons toujours une cible dans le dos,

4 L'Amazonie concentre 77 % des décès dus aux conflits ruraux survenus en dix ans dans le pays. UOL, 11/06/2022. <https://noticias.uol.com.br/columnas/carlos-madeiro/2022/06/11/amazonia-concentra-77-de-mortes-por-conflito-no-campo-em-10-anos-no-pais.htm>

déplore le journaliste indépendant **Francisco Costa**. *En reportage, nous entendons parfois des bruits dans la forêt et nous ne savons pas si c'est un animal ou si c'est un homme armé qui nous poursuit, qui nous observe.* » Francisco Costa travaille sur des sujets liés aux droits de l'homme et aux questions environnementales depuis 1996. Il est aussi l'un des coordinateurs du Réseau pour la protection des journalistes⁵.

Au cours des deux dernières années, **Marcos Wesley Pedroso** a lui aussi subi différentes formes de pression. En 2019, ce petit-fils de dirigeants syndicaux, qui a été témoin d'attaques de l'agro-industrie contre les peuples autochtones dès son plus jeune âge, a cofondé le média *Tapajós de Fato*. En plus d'alimenter un site d'information, cette équipe de 19 personnes, basée à Santarém dans l'ouest de l'État du Pará, produit des lettres d'information et trois podcasts hebdomadaires destinés aux travailleurs ruraux. Marcos Wesley Pedroso se souvient avoir été suivi dans les rues de Santarém, troisième ville la plus peuplée de l'État avec quelque 330 000 habitants. Mais ce n'est pas tout : les pneus de sa voiture ont été crevés à plusieurs reprises et il a même trouvé une tête de bétail dans l'arrière-cour de sa maison, accompagnée d'une lettre anonyme d'intimidation. Des membres de *Tapajós de Fato* se sont fait voler du matériel et un journaliste a été attaqué au couteau à quelques mètres du siège de ce média indépendant. Leurs émissions sur la justice climatique et sur la progression de la monoculture du soja et des grandes entreprises minières dans la région « ont suscité, se souvient Marcos Wesley Pedroso, la colère de l'autre camp. » À savoir des entreprises d'extraction de ressources et des politiques locales qui les soutiennent. Par mesure de sécurité, le directeur du média a alors dû quitter Santarém début 2023.

PROFIL DES VICTIMES



i Dans 66 cas d'exactions, 74 victimes au total ont été violentées.



Les dirigeants de l'Union des peuples indigènes de la vallée du Javari (Univaja) aident le gouvernement fédéral à mener son enquête sur la hausse de la violence dans la région nord. À l'arrière-plan, une affiche demande que justice soit faite pour Dom Phillips et Bruno Araújo Pereira. © Roberto Stuckert Filho / Agência Senado



Elaíze Farias lors d'un reportage dans la Terre indigène Vallée du Javari, en mars 2023 © Bruno Kelly / Amazônia Real

5 Voir page 19 Focus : « 3 initiatives pour se protéger, pour former au journalisme et pour enregistrer les attaques ».

Dans l'État du Roraima, **Felipe Medeiros**, journaliste indépendant basé à Boa Vista, a lui aussi l'habitude de travailler sous pression. Ancien reporter de télévision, il raconte avoir déjà dû faire face à des orpailleurs armés de bâtons. C'était fin 2019, lors d'une intervention en direct sur *Rede Amazônia*, une filiale de *TV Globo*, alors qu'il couvrait une manifestation pour l'autorisation de l'exploitation minière dans des zones protégées de l'Amazonie.

Dans l'État du Rondônia, le journaliste **Edirceu Lima**, connu pour ses reportages sur les crimes commis dans la microrégion d'Ariquemes, a pour sa part vu sa voiture et sa maison visées par des tirs d'armes à feu en février 2023.

I Harcèlement judiciaire

Il n'est pas nouveau que les tenants du pouvoir politique ou économique, en particulier ceux qui commettent des délits environnementaux, tentent de faire taire les journalistes en Amazonie par le biais de poursuites judiciaires.

L'un des exemples emblématiques est celui du journaliste **Lúcio Flávio Pinto**, rédacteur en chef du *Jornal Povo* à Belém. Il a fait l'objet de plus de 30 actions en justice en l'espace de deux décennies, entre 1992 et 2012, pour son travail sur les crimes contre l'environnement. Pour l'une d'entre elles, le journaliste a été condamné à verser 8 000 reals (environ 1 500 euros) à la famille d'un homme d'affaires, impliqué dans un scandale d'accaparement de cinq millions d'hectares de terre dans l'État du Pará.

La revue *Cenarium* a aussi été la cible de poursuites judiciaires intentées par différentes entreprises, après avoir rendu public qu'elles avaient financé des mouvements anti-démocratiques lors de la période électorale en 2022. Le magazine a également été censuré par décision judiciaire en février 2023 pour avoir mentionné une accusation de pédophilie⁶ visant un parlementaire de l'État d'Amazonas.

L'agence *Amazônia Real* a quant à elle subi cinq actions en justice et a dû retirer un reportage de son site à la suite d'une décision judiciaire en juillet 2022, alors que les faits dénoncés, mettant en cause un député, se sont avérés véridiques.

Outre les diverses demandes de retrait de contenu et d'indemnisation pour préjudice moral, les journalistes d'Amazonie rapportent qu'ils sont fréquemment menacés de poursuites judiciaires pour de prétendus délits d'atteinte à l'honneur. La difficulté de payer les indemnités et les frais de justice, dans un

6 Informations complémentaires sur ce cas : <https://revistacenarium.com.br/abracji-repudia-censura-de-juiza-contra-materia-jornalistica-da-revista-cenarium-decisao-inadequada/>

contexte d'asphyxie économique, peut conduire à l'autocensure, en particulier pour les petits médias.

I Des sources en danger ou dangereuses

Protéger les sources est un enjeu de taille en Amazonie brésilienne. Si les menaces de la part d'acteurs publics et privés sont particulièrement fortes pour les journalistes vivant à proximité des zones de tensions et qui suivent au jour le jour les conflits terriens, leurs sources sont elles aussi prises à partie et parfois menacées de mort.

« Les journalistes doivent veiller à ne pas exposer les gens, insiste la rédactrice en chef de l'agence *Amazônia Real*, **Elaíze Farias**. L'important n'est pas seulement de venir ici et de parler de l'Amazonie : c'est la façon dont vous allez [en] parler, la façon dont vous allez aborder les sources. Il faut d'abord savoir s'ils sont à l'aise pour accorder une interview. Il faut arriver avec humilité, non seulement sur les terres indigènes et dans les quilombolas⁷, mais aussi en contexte urbain. »

Mais l'auteur des menaces ou des violences peut aussi être une source d'information. Alors qu'il a déjà été témoin de violences contre les médias de la part d'orpailleurs, le journaliste indépendant **Felipe Medeiros** témoigne que certains ont pu être des sources précieuses pour ses reportages. Le tout explique-t-il est, dans ce contexte complexe où cohabitent tous ces acteurs, de rester « prudent ». « Mes rédacteurs en chef me demandent toujours d'aller "jusqu'où c'est possible", car nous ne savons pas à qui nous avons affaire réellement. »



Le Réseau d'information sur l'Amazonie produit et distribue une émission quotidienne basée sur les informations envoyées par 20 radiodiffuseurs de la région. © Daniel Giovanaz / RSF



« L'important n'est pas seulement de venir ici et de parler de l'Amazonie : c'est la façon dont vous allez [en] parler, la façon dont vous allez aborder les gens. Il faut d'abord savoir s'ils sont à l'aise pour accorder une interview. Il faut arriver avec humilité. »

Le journaliste indigène Erick Terena avec sa caméra en main lors d'un atelier de vidéo journalisme proposé par *Amazônia Real* en 2019 à Manaus. © Alberto César Araújo / *Amazônia Real*

7 Communautés fondées par des esclaves en fuite à partir du XVIIe siècle, dont certaines existent encore aujourd'hui.

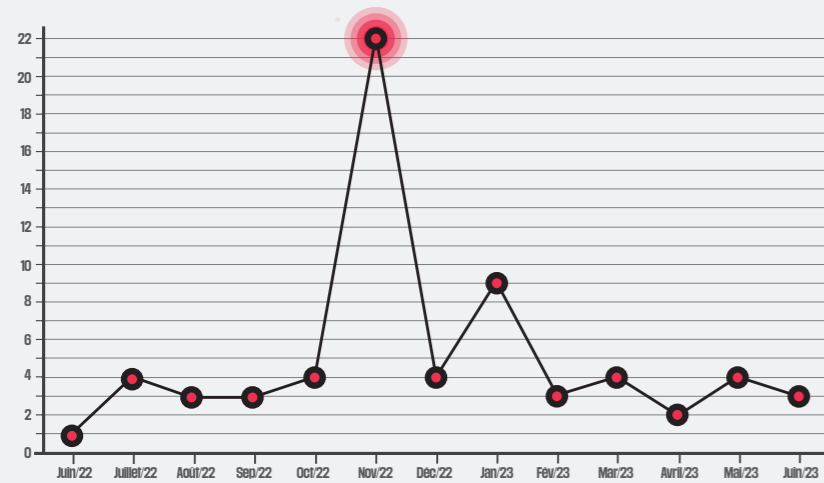


Pic des violences contre les médias : la campagne présidentielle de 2022

La campagne présidentielle de 2022 a donné lieu à une bataille médiatique de grande ampleur, engendrant des violences contre les médias eux-mêmes. Novembre 2022 a ainsi été le mois où l'observatoire de RSF a enregistré le plus grand nombre de violations (22) contre des droits des journalistes. À l'issue du scrutin, les partisans du président sortant Jair Bolsonaro sont descendus dans la rue pour remettre en cause le résultat des urnes et ont commis plusieurs attaques contre la presse qu'ils considéraient comme « pro-Lula ». La plupart des épisodes étaient des tentatives visant à empêcher la couverture médiatique, par le biais d'hostilités, d'agressions physiques, de vols ou de destructions de matériel. Deux des épisodes les plus graves se sont produits dans l'État du Rondônia : une fusillade dans la rédaction du portail d'information *Rondônia Ao Vivo* et un incendie criminel des locaux de *Rádio Nova FM*.

I NOMBRE DE VIOLATIONS

L'enregistrement mois par mois montre une explosion des cas dans la période post-électorale, en novembre 2022



L'ÉCOSYSTÈME INFORMATIONNEL

Les profils les plus courants des journalistes en Amazonie: ils sont journalistes indépendants, reporters attachés à des médias nationaux, correspondants étrangers ou acteurs de la société civile. Ils produisent de l'information depuis ou sur l'Amazonie brésilienne.

Médias régionaux généralistes :

médias d'information basés en Amazonie brésilienne. Ils dépendent de fonds publics, et/ou de financements provenant des grandes entreprises. En raison des conflits d'intérêts et de l'ingérence régulière des investisseurs et annonceurs dans la ligne éditoriale, ils peinent à pouvoir assurer une couverture régulière des sujets comme l'environnement et les conflits fonciers. Ils sont confrontés au défi géographique de la zone et aux risques sécuritaires. Exemples : *Jornal A Crítica* et *TV Imperial*.

Médias nationaux généralistes :

médias d'information basés principalement à São Paulo et à Rio de Janeiro. Ils missionnent des reporters qui se déplacent pour couvrir les questions environnementales. Ils doivent souvent faire appel à des acteurs locaux pour se déplacer sur un terrain qu'ils connaissent mal. À force de couvrir la région, certains reporters deviennent de grands experts. Exemples : *Folha de S. Paulo* ou *Agência Pública*.

Blogs d'information et d'opinion :

plateformes en ligne où des individus, journalistes ou non, rendent compte de l'actualité locale dans des articles d'information ou d'opinion. Certains sont financés par les municipalités ou les partis politiques pour défendre leurs intérêts. D'autres font état des défis environnementaux et du droits des populations indigènes indépendamment des intérêts politiques locaux, tel que Lúcio Flávio Pinto.

Médias régionaux spécialisés :

médias d'information axés sur les droits de l'homme et les défis environnementaux. Ils produisent des reportages au long cours grâce à un réseau de collaborateurs et journalistes locaux. Ils sont financés par leurs propres lecteurs ou par des fondations nationales et internationales. Exemples : l'agence de presse *Amazônia Real* et le portail *Sumaúma*, basé à Altamira, dans l'État du Pará.

Médias internationaux :

médias d'information généralement basés en Europe et aux États-Unis. Ils produisent des reportages sporadiques centrés sur l'agenda climatique. Ils ont comme avantage de pouvoir financer la couverture de sujets sensibles en Amazonie brésilienne sans conflits d'intérêts locaux. Ils font appel à des envoyés spéciaux ou à des correspondants basés au Brésil. Exemples : *The Guardian*, *Washington Post* etc.

Médias communautaires : leur ligne éditoriale est dédiée à la visibilité des groupes marginalisés en Amazonie et à aux défis environnementaux à partir du point de vue des communautés du territoire. Ils n'ont généralement pas de modèle économique solide et peinent à accéder à des équipements professionnels. Exemples : *Réseau Wayuri* et collectif *Jovem Tapajônico*.

2/ CYBERHARCÈLEMENT ET DÉSINFORMATION

Au-delà des menaces physiques, les journalistes sont ciblés lors de vastes campagnes de dénigrement et de désinformation, articulées par divers acteurs économiques et politiques. Elles visent à discréditer particulièrement les journalistes qui mènent une veille informationnelle sur les peuples indigènes et les mouvements sociaux dans la zone. La prolifération de ces discours de haine coïncide avec l'essor de la désinformation en Amazonie⁸, qui s'est accrue de façon drastique pendant la pandémie de Covid-19 et durant les élections présidentielles de 2022.

À cette période, en novembre 2022, la journaliste de la revue *Cenarium*, **Ívina Garcia**, a été prise pour cible à la suite d'un reportage sur les soutiens financiers des partisans de l'ex-président Jair Bolsonaro, qui avaient installé un campement à Manaus, dans l'État d'Amazonas, pour réclamer une prise de pouvoir par l'armée. « *Ma photo a été publiée dans des groupes d'extrême droite sur les réseaux sociaux dans tout le pays. J'ai reçu des menaces de violences physiques sur Twitter et Facebook. Certains disaient connaître mon adresse* », raconte-t-elle, la peur au ventre. « *Rapidement, les commentaires ont cessé d'être liés à mon travail et sont passés à un registre misogyne.* »

La rédactrice en chef de l'agence *Amazônia Real*, **Elaize Farias**, doit aussi gérer des attaques virtuelles au quotidien. « *Nous avons une section "commentaires" sur le site Internet, précise-t-elle. Par ce biais, nous sommes régulièrement attaqués avec des contenus à caractère raciste. Ces insultes ont beaucoup augmenté ces deux-trois dernières années. Nous ne les publions pas parce qu'ils vont à l'encontre de tous nos préceptes éthiques.* »

Le phénomène est amplifié dans certains États d'Amazonie brésilienne où les médias locaux n'existent que sur les réseaux sociaux et où l'accès à Internet est restreint. « *Les informations fiables arrivent par le même canal que la désinformation, signale le blogueur indigène Kumaruara, installé dans un village de l'ouest de l'État de Pará. Souvent une personne reçoit des informations sur WhatsApp, les commente avec tout le monde, et ce n'est que le lendemain qu'elle apprend qu'elles sont fausses. Mais elle les a déjà diffusées et la nouvelle s'est répandue.* »

3/ LES PRESSIONS ÉCONOMIQUES

Produire des informations fiables en toute indépendance est un défi permanent pour les médias en Amazonie brésilienne. Les directeurs de médias dans la région qui couvrent régulièrement les crimes commis contre l'environnement sont plusieurs à témoigner d'un besoin de diversifier les sources de financement pour éviter la pression des annonceurs locaux. Les grandes entreprises privilégient ceux qui couvrent l'actualité de Rio de Janeiro et de São Paulo, où se trouvent leurs principaux annonceurs et marchés publicitaires. Une directrice d'un média en partie financé par des annonceurs publics affirme qu'elle doit rappeler sans cesse que leurs financements ne sont pas des « cadeaux » mais bien de l'argent public, ce qui ne devrait pas entraîner de compromis d'un point de vue éditorial. D'autres directeurs de média et journalistes dans la zone ont

PROFIL DES VICTIMES PAR GENRE



Walter Kumaruara, fondateur du collectif *Jovem Tapajônico* et mobilisateur du réseau *Mococonga* de communication populaire. © Daniel Giovanaz / RSF

⁸ Davantage d'informations dans le rapport *Combattre la désinformation sur l'Amazonie et ses défenseurs* (Interveozes, 2023) : <https://app.rios.org.br/index.php/s/ncgsaHS5y8gSSHZ>



Les peuples autochtones rendent hommage lors de la veillée funèbre de Bruno Araújo Pereira, assassiné avec Dom Phillips en 2022. © Arnaldo Sete / Marco Zero Conteúdo

“ Une société minière, qui avait fait de la publicité sur mon blog pendant dix ans, s’est retirée en avril, après que j’ai publié pour la première fois une interview critiquant ses activités. ”

révélé à RSF l’existence de pressions et d’ingérences de la part des financeurs sur leur ligne éditoriale. Par crainte de représailles, ils préfèrent garder l’anonymat.

Selon plusieurs sources, quand des sociétés choisissent d’acheter des encarts publicitaires de médias locaux, elles profitent de plus en plus de la fragilité économique des médias en Amazonie. L’information devient une monnaie d’échange, négociée contre des revenus publicitaires. « Une société minière, qui avait fait de la publicité sur mon blog pendant dix ans, s’est retirée en avril, après que j’ai publié pour la première fois une interview critiquant ses activités », explique **Jeso Carneiro**, un blogueur de l’ouest de l’État du Pará. « J’ai laissé à l’entreprise la possibilité d’exposer son point de vue, mais elle n’a rien voulu savoir. »

Dans ce contexte, la coopération internationale et des financements provenant de fondations philanthropiques jouent un rôle de plus en plus important dans la soutenabilité de différents médias qui cherchent à équilibrer les besoins financiers et l’indépendance éditoriale vis-à-vis des intérêts politiques et économiques des pouvoirs locaux.

4/ L’INERTIE DE L’ÉTAT POUR PROTÉGER LES JOURNALISTES ET PUNIR LEUR AGRESSEURS

Face aux menaces et agressions de toutes sortes, se tourner vers les forces de l’ordre n’est pas vraiment une option, ont expliqué les journalistes locaux à RSF. Avec un nombre insuffisant d’agents pour un territoire qui s’étend sur plus de 5 millions de km², la police n’est pas en mesure de prévenir et d’enquêter sur tous les actes des groupes criminels. Ils précisent aussi que le comportement purement répressif des forces de l’ordre contribue à l’augmentation de la létalité dans la région. Entre 2018 et 2021, les homicides commis par les policiers ont augmenté de 5,1 % dans les États de l’Amazonie, alors qu’ils ont diminué de 4,2 % dans le reste des États.



L’affaire Dom Phillips : dans l’attente d’avancées après l’inertie politique

Après l’assassinat du journaliste **Dom Phillips** et de son guide et ami, le spécialiste des peuples indigènes **Bruno Araújo Pereira**, pris en embuscade en juin 2022 dans la vallée du Javari (Amazonas), la réaction du gouvernement Bolsonaro qui traitait cette affaire comme une « affaire secondaire » était inquiétante.

Des mesures de précaution demandées

Aussi, pendant que la police recherchait les corps de Dom Phillips et de Bruno Araújo Pereira, la Commission interaméricaine des droits de l’homme (CIDH) a émis, le 11 juin 2022, une requête de mesures de précaution rédigées par l’ONG Article 19 et signée par RSF ainsi que par six autres organisations de la société civile. Celles-ci enjoignent l’État brésilien à tout mettre en œuvre pour retrouver les victimes, pour garantir une enquête approfondie sur les faits, et pour empêcher la répétition de telles violations des droits de l’homme.

C’est une demande de mesures de précaution qui a été étendue aux défenseurs de l’Amazonie qui continuent de subir des menaces⁹ et dont le gouvernement brésilien de Jair Bolsonaro, a demandé, en vain, la levée, une fois les corps retrouvés le 15 juin 2022. Celui-ci affirmant que l’affaire était close.

L’enquête a progressé notamment grâce aux collègues de Bruno Araújo Pereira, membres d’une patrouille indigène qu’il avait formé au sein de l’Union des peuples indigènes de la vallée du Javari (Univaja)¹⁰. Elle aboutit à l’arrestation, en décembre 2022, de Rubén da Silva Villar, un braconnier qui faisait déjà l’objet d’une enquête pour pêche illégale dans les territoires indigènes et pour trafic de stupéfiants. Il est considéré par la Police fédérale comme le commanditaire des meurtres. Les pêcheurs Amarildo da Costa de Oliveira, Oseney da Costa de Oliveira et Jefferson da Silva Lima, ont également été inculpés, pour double meurtre et dissimulation de cadavre. Le procès des trois hommes est, en ce mois de septembre 2023, toujours en cours devant le tribunal fédéral de Tabatinga, une petite ville à l’ouest de l’État d’Amazonas.

En mai 2023, Marcelo Xavier, ancien président de la Fondation nationale pour les peuples indigènes (FUNAI), et Alcir Amaral Teixeira, coordinateur général de la surveillance territoriale et responsable de la sécurité des zones indigènes, ont été inclus dans la liste des inculpés pour négligence. Pour la police fédérale, tous deux savaient ce qui était en jeu et, par leur inaction dans la vallée du Javari, ils ont permis qu’un tel crime puisse se produire.

Des mesures de protection insuffisantes

Cependant, plus d’un an après l’assassinat de Dom Phillips et de Bruno Araújo Pereira, les réponses de l’État brésilien sont toujours insuffisantes pour empêcher des tragédies similaires.

Une enquête plus approfondie est nécessaire, notamment sur les hommes politiques et les hommes d’affaires locaux qui ont profité de la mort de Dom Phillips et de Bruno Araújo Pereira, mais n’ont pas été inquiétés. Tant que ce système criminel, qui menace et tue en toute impunité les défenseurs du territoire indigène de la vallée du Javari, n’aura pas été démantelé, il n’y aura ni justice ni sécurité pour les journalistes en Amazonie.

C’est pourquoi, en août 2023, la CIDH a annoncé la création d’un groupe de travail conjoint chargé de suivre les enquêtes sur l’assassinat du journaliste Dom Phillips et de contrôler le respect des mesures demandées au gouvernement brésilien pour garantir la protection des journalistes et des défenseurs de l’environnement en Amazonie. Ce groupe de travail est le résultat d’une proposition conjointe du gouvernement brésilien, des bénéficiaires des mesures de protection et de plusieurs organisations de la société civile, dont RSF.

9 La CIDH a accordé l’extension des mesures à 11 membres de l’Union des peuples indigènes de la vallée du Javari (Univaja) en octobre 2022.

10 *La pêche illégale, la dernière enquête du journaliste qui voulait « sauver l’amazonie »*, Forbidden Stories, 1er juin 2023 <https://forbiddenstories.org/fr/la-peche-illegale-la-derniere-enquete-du-journaliste-qui-voulait-sauver-lamazonie/>

3 | LA RÉACTION SUR LE TERRAIN

Face aux menaces et violences émanant d'instances publiques et privées, les médias en Amazonie doivent faire preuve d'inventivité pour se protéger et pour pouvoir informer sur la réalité des différentes zones isolées de ce vaste territoire. Dès lors, les collaborations d'ampleur internationale, ainsi que le renforcement des réseaux locaux jouent un rôle de premier plan.

1/ DES MESURES D'AUTO-PROTECTION

« Ceux qui sont originaires d'ici sont moins protégés, estime **Walter Kumaruara**, blogueur indigène, basé dans l'ouest de l'État du Pará. Lors de la mobilisation internationale suivant l'assassinat du journaliste Dom Phillips, il s'est interrogé : « Si cela était arrivé à un journaliste autochtone, quelles auraient été les répercussions ? Les gens admirent ceux qui viennent de l'extérieur, mais on ne donne pas la même visibilité à ceux qui sont nés en combattant. »

Face aux menaces et aux manquements en matière de sécurité de journalistes locaux de la part de l'État et de l'institution policière, les journalistes ne baissent pourtant pas les bras. « Avant, nous n'avions pas cette maturité par rapport aux questions de protection, explique **Isabelle Maciel**, cofondatrice et rédactrice en chef de *Tapajós de Fato*. Avec le temps, nous avons réalisé qu'il y avait des gens qui étaient nos ennemis déclarés. Nous sommes devenus plus prudents. » Quand le directeur du média, **Marcos Wesley Pedroso**, a dû quitter Santarém début 2023, elle est devenue la principale cible des intimidations. Les locaux de la rédaction du média disposent désormais de caméras de surveillance et d'une clôture électrique. L'équipe, qui n'a d'autres alternatives que de développer ses

propres protocoles de protection, cherche aussi à renforcer sa sécurité numérique.

2/ LE DÉFI DE L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

L'indépendance économique est un enjeu primordial. À Boa Vista, dans l'État du Roraima, **Vanessa Vieira** et **João Pires** ont puisé dans leurs ressources personnelles, pour maintenir le journal *Correio do Lavrado* à flot pendant quatre ans et continuer à publier des articles liés aux droits de l'homme, à l'environnement et aux ques-

Salle de rédaction de Tapajós de Fato, à Santarém, État du Pará. © Daniel Giovanaz / RSF



FOCUS

3 initiatives pour se protéger, pour former au journalisme et pour recenser les attaques

Formé en 2018, le **Réseau national pour la protection des journalistes et des blogueurs** est dirigé par plusieurs organisations : l'Institut Vladimir Herzog, Article 19, Intervezes et RSF. Il compte des journalistes membres dans tous les États de l'Amazonie brésilienne et un coordinateur dans l'État de Rondônia. **Francisco Costa** est chargé de recueillir les cas de violations des droits, de conseiller et de suggérer des mesures de protection pour les professionnels de la région nord du Brésil. Ce réseau organise également des réunions, des ateliers et des cours pour les journalistes, sur différents thèmes tels que la sécurité numérique, les stratégies pour se protéger, ou pour couvrir des élections et des manifestations.

Autre initiative, l'« école informelle » de journalisme **Abaré**, fondée à Manaus pendant la pandémie de Covid-19 par cinq journalistes. Par le biais d'événements publics, de cours et d'ateliers, l'école cherche depuis 2020 à démocratiser l'accès aux outils d'investigation journalistique et à sensibiliser sur l'importance de la prévention et de la lutte contre la désinformation.

La prise de conscience de l'intensification des menaces pesant sur la liberté de la presse au cours des dernières années a également suscité des réactions de la part des syndicats. Depuis 2021, l'Union des journalistes de l'État du Pará dispose de son propre suivi des affaires et a créé en février 2023 un **groupe de travail chargé de préparer un rapport sur les cas de violence contre des journalistes enregistrés dans l'État**. Pour le président du syndicat Vito Gemaque, ancien journaliste de l'un des journaux les plus diffusés dans la région nord du Brésil, *O Liberal*, le principal enjeu est de lutter contre la sous-déclaration des violations qui entravent le droit d'informer. « Nous devons encourager nos collègues à déposer des rapports de police, à présenter des preuves et à exiger des mesures de la part de l'institution policière. L'année 2022 a été la plus violente de l'histoire pour les journalistes de l'État du Pará, nous voulons que le syndicat soit un centre d'études, de cartographie, de suivi et de répercussion des plaintes. »



tions migratoires. Et les sujets sont nombreux, puisque la région du Roraima est limitrophe du Venezuela et a accueilli ces dernières années des millions de personnes qui ont fui ce pays en crise. Aujourd'hui, le journal est diffusé de manière sporadique en fonction des financements. « Nous recevons des ressources très spécifiques, par le biais de prix et de soutiens publics. Ce n'est pas suffisant pour couvrir tous nos frais », déplore Vanessa Vieira, qui a été rédactrice en chef de *Folha de Boa Vista*, le dernier journal imprimé du Roraima, dont l'édition quotidienne a cessé de circuler en 2020, mais se poursuit désormais en ligne. Malgré les difficultés, elle refuse également de recevoir des fonds publics pour *Correio do Lavrado* : « Nous avons déjà reçu des propositions, mais nous estimons que cela compromettrait notre ligne éditoriale. »

Pour surmonter le manque de moyens, les journalistes essaient tant bien que mal de varier leurs sources de financements. Avec un siège à Manaus, dans l'État d'Amazonas, et des journalistes présents dans les huit autres États, l'agence de journalisme d'investigation *Amazônia Real* dépend de subventions d'institutions

“ Nous recevons des ressources très spécifiques, par le biais de prix et de soutiens publics. Ce n'est pas suffisant pour couvrir tous nos frais. ”

internationales¹¹ et de dons de lecteurs. Le projet a été créé il y a dix ans par les journalistes **Elaíze Farias** et **Kátia Brasil**, qui ont décidé de ne pas recevoir de financement gouvernemental, précisément pour maintenir l'autonomie et préserver leur indépendance. Finaliste du Prix de la liberté de la presse 2022 décerné par RSF, *Amazônia Real* est à ce jour l'exemple le plus abouti dans la région en matière de journalisme indépendant. Mais Elaíze Faria insiste « *Être un média travaillant sur l'Amazonie brésilienne, c'est une lutte permanente pour exister.* »

3/ LA LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION

Les journalistes de la région amazonienne sont particulièrement préoccupés par l'avalanche de fausses nouvelles qui défie le journalisme libre et indépendant. Outil de lutte contre la désinformation, « Amazonie, libre de fakes » est un projet coordonné par l'organisation de la société civile Intervez baseada em São Paulo, en partenariat avec des éducateurs, des journalistes, des blogueurs, des chercheurs, des membres de communautés rurales, urbaines, indigènes et traditionnelles de tout le pays. Sur la base d'une enquête sur les pages et les profils qui propagent de la désinformation, le collectif a lancé des campagnes visant à responsabiliser et à nommer publiquement les annonceurs, pour qu'ils se retirent des entreprises de presse qui produisent systématiquement des fausses nouvelles, telles que *Portal Novo Norte* (Tocantins), *Terra Brasil Notícias* (Rio Grande do Norte) et *Vista Pátria* (Rio de Janeiro). En outre, une notification a été adressée en 2022 au Tribunal supérieur électoral et à YouTube, dénonçant *Vista Pátria* pour avoir délibérément produit et diffusé des contenus faux, trompeurs et nuisibles au processus électoral.

Certaines initiatives sont reconnues et récompensées. En 2022, le Réseau Wayuri de journalistes autochtones a reçu le prix de l'État de droit décerné par le World Justice Project (WJP), dans la ville de La Haye aux Pays-Bas, pour ses efforts de lutte contre la désinformation en l'Amazonie brésilienne. « *Ils ont sensibilisé et mobilisé la population locale sur des questions relatives à la pandémie, à la violence à l'égard des femmes et à toute une série de menaces pour l'environnement* », a déclaré l'organisation. Le réseau contribue ainsi à alerter la population indigène sur la façon dont ses droits sont menacés.

De son côté, l'agence *Amazônia Real* organise des ateliers sur la manière d'identifier la désinformation sur les réseaux sociaux, parallèlement à la formation à la production de podcasts, à l'enregistrement de vidéos, à la photographie et à l'écriture pour les médias numériques.

4/ DES PRATIQUES JOURNALISTIQUES INNOVANTES AVEC L'AIDE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

1 Créer un réseau d'informateurs autochtones

S'ils ne dépendaient que des médias traditionnels, des milliers d'autochtones ne verraient jamais de sujets sur leur vie quotidienne et sur les luttes pour leurs droits. Selon la journaliste et chercheuse **Ivânia Vieira**, « *dans les zones les plus difficiles d'accès, où la présence de l'État est pratiquement inexistante, les grands médias n'arrivent qu'après une tragédie, un crime, mais ne couvrent pas les violations qui se produisent quotidiennement* ».

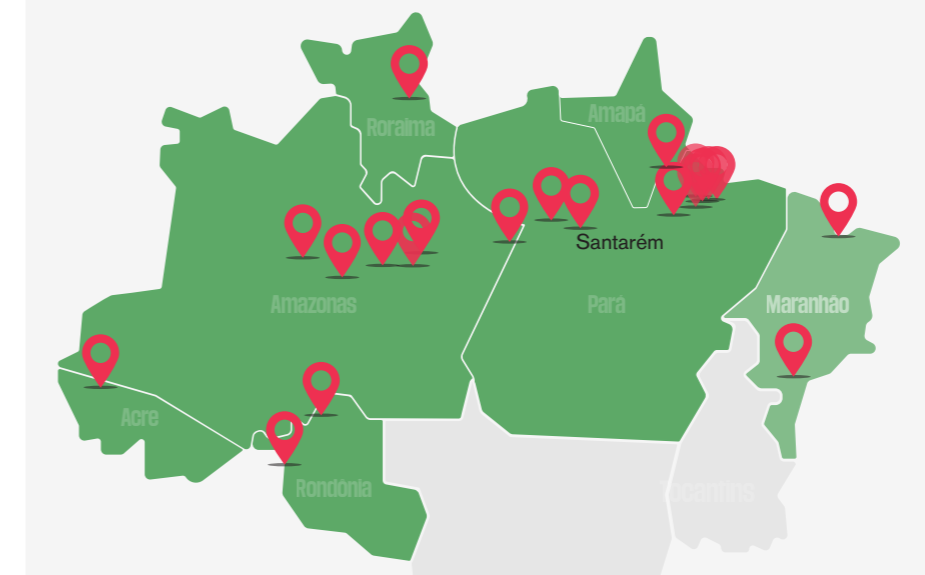
Pour pallier ces difficultés, la Coordination des organisations indigènes de l'Amazonie brésilienne (Coiab) offre depuis 2020 une formation régulière à 80 jeunes autoch-

tones qui partagent des informations et des photos dans des groupes WhatsApp. Lorsque l'équipe de communication de la Coiab estime que certaines informations doivent être diffusées à un public plus large, elle les transmet à des journalistes professionnels de confiance, en garantissant la confidentialité des sources lorsque cela s'avère nécessaire. Même avec des moyens sommaires, ce sont, par exemple dans la ville de Riozinho, les autochtones eux-mêmes qui se chargent de rapporter ce qu'il se passe sur leur territoire. Ils racontent notamment leur lutte, depuis 20 ans, pour la démarcation de leurs terres et la pression permanente qu'ils subissent de la part des éleveurs bovins et des spéculateurs fonciers liés au marché du carbone.

1 Développer des réseaux de médias locaux

Pour relever le défi d'informer dans ce vaste territoire, avec des informations sporadiques malgré des enjeux communs, plusieurs radios et médias de l'Amazonie brésilienne se sont réunis au sein du *Réseau d'information sur l'Amazonie (RNA)*. « *Auparavant, chaque radiodiffuseur travaillait dans son coin, isolé. Parallèlement, un flot d'informations sur la région amazonienne était alimenté de l'extérieur, montrant une réalité qui n'était pas la nôtre* », se souvient **Joelma Viana**, journaliste et directrice du *RNA*, créé en 2008 pour lutter contre la criminalisation des mouvements sociaux et les stéréotypes reproduits par les médias traditionnels, à Santarém, dans l'ouest du Pará. Sur la base des informations envoyées par ses membres, le *RNA* élabore puis diffuse un bulletin quotidien sur des sujets liés aux droits de l'homme, à l'environnement et aux énergies renouvelables, ainsi qu'une émission thématique hebdomadaire sur la diversité culturelle de l'Amazonie.

1 STATIONS MEMBRES DU RÉSEAU D'INFORMATION SUR L'AMAZONIE (RNA)



Les membres du réseau documentent chaque jour les menaces qui pèsent sur l'intégrité de la plus grande forêt tropicale au monde, l'intimidation des populations indigènes et des paysans pour s'accaparer leurs terres, les dommages environnementaux causés par l'utilisation du mercure par les chercheurs d'or, etc. Le réseau est financé par des redevances mensuelles versées par les stations de radio associées. Travailler en réseau présente également des avantages du point de vue de la sécurité. « *Nous cherchons à protéger ceux qui se trouvent sur le terrain. Il est arrivé qu'une journaliste couvre un cas de travail forcé dans l'État du Maranhão et préfère ne pas signer l'article parce qu'elle était menacée. Nous l'avons donc signé comme s'il avait été produit ici* », explique Joelma Viana.

Amazônia Real a également créé un réseau de journalistes avec des professionnels rémunérés par le biais de bourses de reportage et de photographie dans les neuf



Joelma Viana, directrice et journaliste du Réseau d'information sur l'Amazonie à Santarém, État du Pará. © Daniel Giovanaz / RSF

« *Nous cherchons à protéger ceux qui se trouvent sur le terrain. Il est arrivé qu'une journaliste couvre un cas de travail forcé dans le Maranhão et préfère ne pas signer l'article parce qu'elle était menacée. Nous l'avons donc signé comme s'il avait été produit ici.* »

« *Dans les zones les plus difficiles d'accès, où la présence de l'État est pratiquement inexistante, les grands médias n'arrivent qu'après une tragédie, un crime, mais ne couvrent pas les violations qui se produisent quotidiennement.* »

¹¹ L'agence, notamment soutenue par RSF, l'Alliance pour le climat et l'utilisation des terres (CLUA), et la Fondation Ford, a obtenu des fonds ponctuels de l'initiative Google News, du Rainforest Journalism Fund - Pulitzer Centre et d'Open Society Foundations, entre autres.

4 | ET MAINTENANT ?

États de l'Amazonie brésilienne. Plus de 40 professionnels en sont membres aujourd'hui. Parmi eux, le reporter expérimenté Lúcio Flávio Pinto, de l'État du Pará, et le cinéaste et photographe Paulo Desana, de l'ethnie Desana, qui vit sur les rives de la rivière Uapés dans l'État d'Amazonas, près de la frontière avec la Colombie. Pour *Amazônia Real*, Paulo Desana a couvert des sujets tels que l'impact de l'exploitation minière et de la pandémie de Covid-19 sur les terres indigènes.

Grâce aux contenus envoyés par 55 membres de différents groupes ethniques, l'équipe du Réseau Wayuri, basée à São Gabriel da Cachoeira (État d'Amazonas) produit et diffuse des émissions de radio dans cinq langues indigènes différentes. Avec le soutien d'associations, le réseau leur fournit des téléphones portables, une assistance technique et des formations.

Impliquer les populations locales

Dans l'État voisin, Walter Kumaruara a fondé le collectif Jovem Tapajônico, qui cherche à sensibiliser les jeunes indigènes et les membres des communautés traditionnelles aux questions politiques, sociales et environnementales par la création de médias. « Nous dénonçons les crimes commis en Amazonie, tout en essayant de communiquer de manière ludique. Nous avons commencé par un journal papier, mais aujourd'hui nous faisons presque tout par téléphone portable, des courts métrages, des podcasts, et aussi des vidéos parodiques et des TikTok », explique ce blogueur indigène de l'ouest du Pará, qui poursuit ses activités même si en 2019, il a dû s'installer temporairement à São Paulo, à 3 000 kilomètres de là, en raison de menaces.

Il existe également des initiatives lancées par des journalistes qui ne sont pas nés en Amazonie brésilienne mais ont décidé de s'installer dans la région, pour couvrir en permanence les questions liées à la forêt. L'exemple le plus récent et le plus prometteur est le site d'informations *Sumáuma*, créé par la journaliste maintes fois primée Eliane Brum. Originaire de l'État du Rio Grande do Sul, elle s'est installée en 2017 à Altamira dans l'État du Pará. Le rédacteur en chef, spécialiste des questions climatiques du média *The Guardian*, Jon Watts, l'a rejointe en 2021. Le conseil d'administration de *Sumáuma* est composé principalement de leaders de communautés indigènes. Leurs objectifs : établir des partenariats avec des médias étrangers, amplifier la diffusion des reportages et contribuer en même temps à la formation de journalistes dans les territoires.

“ Nous avons commencé par un journal papier, mais aujourd'hui nous faisons presque tout par téléphone portable, des courts métrages, des podcasts, et aussi des vidéos parodiques et des TikTok. ”



En 2020, les membres du Réseau Wayuri ont assuré la première couverture 100 % autochtone d'une élection municipale au Brésil. © Juliana Radler / ISA

Le renforcement du journalisme local, libre, pluriel et indépendant doit occuper une position centrale dans les discussions nationales et internationales sur les stratégies de préservation de l'Amazonie.

L'État brésilien, les organisations internationales, les agences de coopération et de développement, les fondations philanthropiques et toutes institutions engagées dans la lutte contre la crise environnementale doivent aussi l'être dans la consolidation d'un écosystème médiatique local fiable et pluriel.

En ce sens, RSF propose cinq pistes pour développer des politiques actives qui contribueront à un environnement plus favorable aux journalistes et aux médias préoccupés par les défis climatiques en Amazonie.

> 1. La défense d'une information fiable, indépendante et plurielle doit être au cœur des programmes de défense de l'environnement en Amazonie

L'État brésilien et les dirigeants mondiaux attentifs à l'agenda climatique doivent concrétiser leurs déclarations de bonnes intentions par des mesures efficaces pour protéger la liberté de la presse en Amazonie, en considérant les journalistes indépendants – au même titre que les populations indigènes, les écologistes et les communautés traditionnelles – comme des acteurs essentiels à la préservation de l'environnement.

> 2. Développer les politiques de prévention et de protection des journalistes travaillant sur des sujets sensibles dans la région

Le gouvernement fédéral doit adopter des mesures urgentes pour renforcer le Programme de protection des défenseurs des droits humains et de l'environnement, et des journalistes (PPDDH). Principale politique de protection des journalistes menacés dans le pays, ce mécanisme doit être amélioré. Des ressources humaines et financières sont nécessaires.

Le groupe de travail conjoint établi, en août 2023, par le gouvernement brésilien, les organisations de la société civile et la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), dans le cadre des mesures de précaution accordées par la CIDH dans l'affaire de l'assassinat de Dom Phillips et Bruno Araújo Pereira, est également une excellente occasion de renfor-

cer la capacité de l'État à mettre en œuvre des mesures visant à garantir la sécurité des journalistes travaillant dans la région de l'Amazonie.

L'Observatoire de la violence contre les journalistes, créé en 2023 au sein du ministère de la Justice, est aussi un espace qui peut contribuer à produire des données pour guider les politiques publiques afin de renforcer les stratégies de prévention et de protection.

> 3. Promouvoir un écosystème médiatique pluriel et financièrement durable

L'un des plus grands défis signalés par les journalistes interrogés dans le cadre de ce rapport est le manque de ressources financières pour mener à bien des projets journalistiques relatifs à l'environnement. Nombre d'entre eux font état d'un manque d'intérêt de la part des annonceurs, ou bien de leurs interférences éditoriales, et de la concentration des contributions philanthropiques dans des projets journalistiques menés dans d'autres régions du pays. À bien des égards, le journalisme local n'est pas perçu comme une priorité pour les organisations privées ou les agences de coopération, qui ont tendance à investir dans des projets d'une autre nature.

Il est essentiel qu'il y ait une plus grande stimulation économique pour le soutien et la prolifération des organisations de médias locaux, avec une attention particulière pour les initiatives menées par les populations indigènes et les communautés traditionnelles. Ces actions pourraient impliquer un financement public, avec des critères techniques plutôt que politiques, par le biais d'appels à projet, de prix et d'autres politiques d'incitation

du gouvernement fédéral et des administrations des États et des municipalités – l'éligibilité des projets journalistiques dans le cadre du Fonds pour l'Amazonie (Fundo Amazônia) en étant un exemple concret –, ou encore par le biais de financements privés, avec des programmes de fondations et d'autres acteurs philanthropiques visant des actions dans ce domaine.

Ces initiatives peuvent également être associées à un soutien au renforcement des capacités administratives et de gestion, à la collecte de fonds, au développement de modèles commerciaux et à la diversification des sources de financement. Le programme d'appui au journalisme (PAJOR), développé en ce sens par RSF depuis juin 2020 pour renforcer les écosystèmes des médias locaux au Brésil, combine le micro-financement avec un soutien au conseil et au mentorat dans les domaines stratégiques des initiatives des partenaires.

> 4. Renforcer les efforts d'éducation aux médias et la lutte contre la désinformation en Amazonie

Avec toutes les difficultés qui s'imposent au journalisme dans la région, l'industrie de la désinformation contre la protection de la forêt et de ses peuples prospère librement. Sans une information fiable, il ne sera pas possible de protéger l'Amazonie. De même, il est nécessaire de travailler à la reconnaissance et à l'appréciation du travail journalistique en Amazonie, étant donné que, loin des grands centres, les journalistes indépendants et les médias locaux souffrent de stigmatisation et de préjugés parce qu'ils ne sont pas considé-

rés comme faisant partie de la presse.

Au-delà du renforcement de l'action des journalistes et des médias, il est aussi fondamental de promouvoir plus d'espaces de formation et de recherche dans la région destinés à différents types de public. L'État peut lancer des initiatives au sein des écoles, avec des activités de sensibilisation sur le journalisme, le marché de l'information et le rôle des médias, ou encore dans les universités, avec plus d'investissements dans la filière du journalisme.

> 5. Extension du travail de monitoring des exactions contre les journalistes en Amazonie réalisé par RSF

Ce rapport fait partie d'un projet d'observation qui se poursuivra jusqu'en juillet 2024. L'année prochaine, une évaluation critique de la méthodologie et des stratégies adoptées sera effectuée, en cherchant à réduire la sous-déclaration des cas. Il sera essentiel, par exemple, d'étendre les réseaux de contacts, avec les journalistes d'autres régions de l'Amazonie, en particulier dans les États du Maranhão, d'Acre et du Tocantins, qu'il faudra sensibiliser à l'enregistrement et au signalement des violences subies.

RSF continuera à suivre les cas d'attaques contre la presse en mettant l'accent sur la situation en Amazonie brésilienne, afin de mobiliser les acteurs publics et privés sur la pertinence mondiale du rôle des journalistes locaux qui, en première ligne de l'une des plus grandes crises de notre temps, rapportent presque sans ressources ni reconnaissance, des informations essentielles.



Le journaliste indigène Moisés Baniwa interviewe le maître Luís Laureano Baniwa à propos des élections. © Juliana Radler / ISA



Jeso Carneiro, blogueur à Santarém, État du Pará. © Daniel Giovanaz / RSF



Daniela Patrícia, indigène du peuple Tukano et membre du Réseau Wayuri, interviewe Joaquina Marques, de l'ethnie Dâw, lors des élections à São Gabriel da Cachoeira. © Paulo Desana / Rede Wayuri



REPORTERS SANS FRONTIÈRES œuvre pour la liberté, l'indépendance, et le pluralisme du journalisme. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'Unesco, l'organisation basée à Paris dispose de 13 bureaux et sections dans le monde et de correspondants dans plus 130 pays.